Quatrième et cinquième rapports périodiques combinés – Ukraine

Conclusions du Comité

262. Le Comité a examiné les quatrième et cinquième rapports périodiques combinés de l'Ukraine (CEDAW/C/UKR/4-5 et Corr.1) à ses 555e et 556e séances, le 6 juin 2002 (voir CEDAW/C/SR.555 et 556).

a) *Présentation du rapport par l'État partie*

263. En présentant le rapport, la représentante de l'Ukraine a indiqué au Comité que, bien que l'Ukraine soit un État jeune, qui n'existe que depuis 1991, date de sa sécession de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, une structure démocratique importante s'est développée pendant la première décennie d'existence du pays, et cette structure constitue la base de la promotion de l'égalité des sexes. En 1996, l'Ukraine a adopté une constitution qui consacre le principe de l'égalité des droits des hommes et des femmes, reposant sur le principe que tous les êtres humains sont égaux en dignité.

264. La représentante a informé le Comité de la création en 1996 d'un Ministère de la famille et de la jeunesse, chargé d'exécuter la politique de l'État relative à la famille, aux femmes, aux jeunes et aux enfants. Le Ministère a établi des lois pour respecter les normes générales des droits de l'homme. Le Cabinet des ministres ukrainien a lancé en 1997 un plan national d'action pour la période 1997-2000, visant à améliorer la situation des femmes et à accroître leur rôle dans la société. En 1999, la Verhova Rada (Parlement) a adopté une déclaration relative aux principes généraux de la politique gouvernementale concernant la famille et les femmes, qui prévoyait l'amélioration du rôle des femmes dans la vie économique, politique, sociale, culturelle et spirituelle du pays. En 2001, un code de la famille stipulant l'égalité des droits et des devoirs des hommes et des femmes en matière de responsabilités familiales a été promulgué, et un nouveau plan national d'action a été adopté pour la période 2001-2005.

265. La représentante a informé le Comité de l'augmentation du nombre et de l'influence des organisations non gouvernementales (ONG) et des groupes féminins en Ukraine au cours des cinq dernières années. Pendant cette période, le nombre d'ONG nationales et internationales a triplé et un Conseil national des femmes d'Ukraine a été créé pour renforcer les liens entre le Gouvernement et les ONG. Le mouvement féminin est devenu très actif, en particulier en ce qui concerne des activités de sensibilisation aux spécificités dans l'enseignement afin de lutter contre les stéréotypes sociaux et culturels. La représentante a toutefois insisté sur les difficultés rencontrées pour éliminer ces stéréotypes et garantir l'égalité des sexes à un moment où l'Ukraine connaît de graves problèmes économiques qui découlent de la transition d'une économie contrôlée par l'État à une économie de marché.

266. La représentante a décrit au Comité la situation des femmes dans les domaines de l'éducation, de l'emploi et de la santé. Elle a indiqué que les hommes

et les femmes ont un accès égal à l'éducation, garanti par la Constitution. Pendant l'année scolaire 2000-2001, les filles représentaient 49 % des élèves et plus de la moitié des étudiants de l'enseignement supérieur; par ailleurs, 48 % des étudiants en doctorat sont des femmes. Toutefois, malgré les qualifications élevées des femmes, le marché de l'emploi continue à être entaché de ségrégation. Les femmes sont principalement employées dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la culture et des services, où les salaires sont inférieurs. De façon générale, les salaires des femmes ne représentent que 73 % de ceux des hommes. Le Gouvernement s'efforce de remédier à la ségrégation horizontale du marché du travail par son plan national d'action, en prévoyant une assurance sociale obligatoire pour les chômeurs. Des mesures ont été prises pour fournir des primes en vue de faciliter la création d'emplois alors que des postes ont été réservés pour aider des secteurs de la population qui ont besoin d'une protection sociale, notamment les femmes ayant des enfants de moins de 6 ans ou les mères célibataires dont les enfants ont moins de 14 ans. La représentante a précisé au Comité que la Constitution garantissait des soins gratuits et des mesures pour aider les femmes enceintes. Elle a insisté sur l'amélioration remarquable du taux de mortalité maternelle, qui a chuté de 34 décès pour 100 000 femmes en 1996 à 25 décès pour 100 000 femmes en 2000. Pendant la même période, le nombre d'avortements a également baissé d'un tiers.

267. À la suite des élections de 2002, le nombre de femmes dans les gouvernements locaux a augmenté parfois jusqu'à 50 %. Toutefois, le nombre de femmes élues au Parlement est resté faible, à 5,1 %, alors que les femmes n'occupent que 6 % des postes de haut niveau dans l'organe central de l'exécutif. La vie politique est encore largement dominée par les hommes. Les femmes sont exclues des centres du pouvoir et ne participent pas à la prise de décisions en ce qui concerne l'allocation et la gestion des ressources. Afin de garantir l'égalité des chances pour les hommes et les femmes dans la vie politique, un projet de loi a été proposé en 1999 sur les garanties de l'État pour l'égalité des droits et des chances, qui doit être examiné par le nouveau Parlement pour adoption.

268. La représentante a annoncé au Comité que le Gouvernement s'intéressait de près à la question de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence familiale, l'exploitation sexuelle et le harcèlement sexuel. La loi sur la prévention de la violence familiale a été adoptée en 2001. Par ailleurs, des centres de crise et des abris ont été mis en place pour la réintégration sociale des femmes et des enfants victimes de violence. Pour lutter contre le trafic des femmes et des enfants, le Gouvernement a adhéré à plusieurs conventions internationales y ayant trait et en mai 2002, il a adopté un programme complet contre le trafic des personnes pour la période 2002-2005, axé sur trois domaines : prévention du trafic des personnes; poursuites; et réintégration.

269. L'Ukraine a pris diverses mesures pour maintenir la paix au sein des 130 nationalités qui coexistent dans l'État. Les groupes ethniques sont protégés par des instruments juridiques et normatifs, y compris la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, ratifiée en 1997.

270. En conclusion, la représentante a indiqué que l'Ukraine avait réalisé des progrès réguliers en vue de l'égalité entre les sexes et pour faire avancer la condition des femmes, en particulier depuis 1996, date à laquelle le Comité avait examiné le troisième rapport périodique de l'Ukraine et formulé des recommandations précieuses qui avaient aidé à créer des conditions propices à l'autonomie des femmes. Pour accélérer les progrès en vue de l'égalité des sexes, l'Ukraine aurait toutefois besoin de mobiliser davantage de ressources nationales et internationales. La représentante a également reconnu l'importance de l'appui

fourni par les organisations internationales, dont le système des Nations Unies pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes en Ukraine.

b) *Conclusions du Comité*

Introduction

271. Le Comité remercie l'État partie d'avoir présenté ses quatrième et cinquième rapports périodiques combinés, qui respectent de façon générale les directives du Comité régissant l'établissement de rapports périodiques. Il remercie également l'État partie des réponses écrites qu'il a apportées aux questions posées par le Groupe de travail présession et de la présentation orale fait au Comité, qui a fourni des informations supplémentaires sur l'état actuel de l'application de la Convention en Ukraine. Le Comité félicite l'État partie de sa délégation, conduite par le chef du Comité national des affaires de la famille et de la jeunesse.

272. Le Comité constate que les mesures gouvernementales, en particulier le Plan national d'action visant à améliorer la situation des femmes, se situent dans le contexte de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing.

Aspects positifs

273. Le Comité note avec satisfaction que la Convention est intégrée dans la législation ukrainienne et a préséance sur la législation nationale en cas d'incompatibilité.

274. Le Comité se félicite de la vaste gamme de lois et de programmes qui ont été mis en place, en particulier la loi relative à la prévention de la violence familiale, la loi pénale, qui érige en crime le trafic des personnes, et le nouveau code de la famille, ainsi que d'autres efforts entrepris pour améliorer la situation des femmes et promouvoir l'égalité des sexes, notamment l'élaboration d'un projet de loi sur l'égalité des chances.

275. Le Comité se déclare satisfait du rôle d'une société civile toujours plus active, notamment de nouveaux partis politiques féminins, en ce qui concerne les problèmes des femmes en Ukraine. Le Comité félicite également l'État partie de reconnaître le rôle majeur du nombre important d'organisations non gouvernementales s'occupant de la situation des femmes.

276. Le Comité note avec satisfaction la réussite élevée des femmes dans l'enseignement et l'augmentation du nombre de femmes présentes dans les gouvernements locaux dans certaines régions.

Principaux sujets de préoccupation et recommandations

277. Le Comité note avec préoccupation que le personnel judiciaire, les policiers et les femmes elles-mêmes connaissent mal la Convention et son champ d'application.

278. Le Comité recommande la création de programmes d'enseignement et de formation sur la Convention, en particulier pour les juges, les avocats et les forces de police. Il recommande le lancement de campagnes de sensibilisation ciblées sur les femmes pour que celles-ci puissent exercer les moyens de droit prévus en cas de violation de leurs droits au titre de la Convention. Le Comité invite l'État partie à fournir, dans son prochain rapport, des renseignements sur les plaintes déposées devant les tribunaux pour violation des droits garantis par la Convention et sur toutes décisions de justice renvoyant à cet instrument.

279. Le Comité est préoccupé par le fait que la discrimination à l'égard des femmes n'est apparemment pas perçue comme un phénomène complexe qui couvre aussi bien les discriminations indirectes et involontaires que la discrimination directe et délibérée. Il est indispensable de le comprendre pour pouvoir éliminer efficacement la discrimination de droit et de fait à l'égard des femmes.

280. Le Comité recommande que des politiques et des efforts soient mis en oeuvre pour lutter contre la discrimination aussi bien directe qu'indirecte à l'égard des femmes.

281. Le Comité est préoccupé par le fait que, bien que la Constitution institue l'égalité de tous les citoyens, la législation ukrainienne ne contient pas de définition précise de la discrimination à l'égard des femmes, et ne prévoit pas de procédures et de recours efficaces en la matière. Il note aussi avec préoccupation qu'il n'a pas reçu d'informations suffisamment sur le contenu du projet de loi sur l'égalité des chances.

282. Le Comité recommande à l'État partie d'introduire dans sa législation nationale une définition de la discrimination à l'égard des femmes, des procédures et des voies de recours pour violation des droits protégés par la Convention, ainsi que des dispositions autorisant l'adoption de mesures temporaires spéciales en application du premier paragraphe de l'article 4 de la Convention.

283. Le Comité se déclare préoccupé par le fait que le mécanisme national pour la promotion de la femme n'a pas suffisamment de pouvoir, de visibilité et de ressources financières et humaines pour s'occuper efficacement de la promotion de la femme et de l'égalité entre les sexes.

284. Le Comité recommande que l'État partie renforce le mécanisme national existant pour le rendre plus efficace en le dotant de ressources humaines et financières suffisantes à tous les niveaux et en renforçant la coordination entre les mécanismes qui s'occupent de la promotion de la femme et de l'égalité entre les sexes.

285. Tout en reconnaissant que le nombre d'élues a augmenté dans les gouvernements locaux de certaines régions, le Comité est préoccupé par la faible représentation des femmes dans les organes de haut niveau dont les membres sont élus ou nommés, notamment au Parlement, où à peine 5 % des membres sont des femmes, aux échelons supérieurs de l'exécutif, où les femmes n'occupent que 6 % des postes, ainsi que dans l'administration de l'État, la fonction publique et la carrière diplomatique.

286. Le Comité exhorte l'État partie à prendre des mesures visant à accroître la représentation des femmes dans les organes dont les membres sont élus ou nommés, notamment grâce à l'application de mesures spéciales temporaires, conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, afin de matérialiser le droit des femmes de participer à tous les domaines de la vie publique et, en particulier, à la prise de décisions aux niveaux les plus élevés. Le Comité recommande que l'État partie intensifie ses efforts en vue d'offrir ou d'appuyer des programmes de formation pour les femmes dirigeantes actuelles et futures et qu'il mène des campagnes de sensibilisation au sujet de l'importance de la participation des femmes à la prise de décisions politiques.

287. Tout en reconnaissant les efforts faits par l'État partie pour traiter le problème de la traite des femmes et des filles, notamment les dispositions du droit pénal interdisant la traite des êtres humains, le Comité note avec préoccupation que l'ampleur de ce problème n'est pas reflétée dans les informations figurant dans

le rapport. Il note avec préoccupation qu'il y a toujours un manque d'informations sur ce sujet ou de politique globale pour traiter le problème.

288. Le Comité exhorte l'État partie à accorder un rang de priorité élevé à la question de la traite des femmes et des filles et à inclure dans son prochain rapport des informations et des données détaillées sur le problème et sur les progrès accomplis dans ce domaine. Il recommande la formulation d'une stratégie globale pour combattre la traite des femmes et des filles, y compris à l'intérieur du territoire de l'État partie, qui devrait comprendre l'inculpation et la condamnation des coupables et un renforcement de la coopération internationale, régionale et bilatérale avec les autres pays d'origine, de transit et de destination des femmes et des filles victimes de la traite. Il recommande l'adoption de mesures visant à améliorer la situation économique des femmes de manière à mettre fin à leur vulnérabilité face aux trafiquants, des programmes d'éducation pour les groupes vulnérables, notamment les adolescentes, ainsi que des mesures d'appui social, de réadaptation et de réinsertion pour les femmes et les filles qui ont été victimes de la traite. Il demande à l'État partie de veiller à ce que les femmes et les filles victimes de la traite reçoivent l'appui dont elles ont besoin pour pouvoir témoigner contre les trafiquants. Il demande instamment que les agents de la police des frontières et les responsables de l'application des lois reçoivent une formation qui leur permette d'identifier les victimes de la traite et de leur donner un appui.

289. Le Comité exprime sa préoccupation au sujet de l'état de santé des femmes, et en particulier la santé en matière de procréation. Le Comité est préoccupé par le nombre élevé d'avortements et par le fait que les taux de mortalité maternelle et infantile restent élevés. Il est également préoccupé par la malnutrition des femmes, ainsi que par la carence en iode et d'autres maladies affectant les femmes. Le Comité est préoccupé par le manque d'attention accordée à l'usage du tabac et à l'alcoolisme parmi les femmes.

290. Le Comité attire l'attention sur sa recommandation générale No 24 concernant les femmes et la santé et recommande que des activités de recherche approfondies soient entreprises sur les besoins spécifiques des femmes dans le domaine de la santé, y compris la santé en matière de procréation, l'application intégrale d'une approche portant sur toute la durée de la vie pour la santé des femmes, le renforcement financier et organisationnel des programmes de planification de la famille et la promotion d'un large accès aux contraceptifs pour toutes les femmes et tous les hommes. Le Comité exhorte l'État partie à renforcer les programmes d'éducation sexuelle et sur la procréation pour les filles et les garçons afin d'encourager un comportement sexuel responsable et de décourager le recours à l'avortement comme moyen de contrôle des naissances. Le Comité demande des informations supplémentaires sur l'ampleur de l'alcoolisme et de l'usage du tabac parmi les femmes et sur les mesures prises à cet égard.

291. Tout en se félicitant des mesures prises pour combattre la violence à l'égard des femmes, notamment l'adoption de la loi relative à la prévention de la violence dans la famille, l'inclusion de cette question dans le Plan national d'action, et le fait que le viol conjugal peut faire l'objet de poursuites judiciaires en vertu du Code pénal ukrainien, le Comité est préoccupé par l'ampleur de la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris la violence dans la famille.

292. Le Comité exhorte l'État partie à accorder un rang de priorité élevé à l'adoption de mesures globales pour lutter contre la violence à l'égard des

femmes dans la famille et dans la société. Le Comité demande à l'État partie de veiller à ce que ce type de violence fasse l'objet de poursuites judiciaires et de sanctions avec tout le sérieux et toute la rapidité nécessaires, et que les femmes victimes de violence aient des moyens immédiats d'obtenir réparation et protection. Il demande que des mesures soient prises pour fournir un abri aux femmes victimes de violence et pour faire en sorte que les fonctionnaires, en particulier ceux qui sont responsables de l'application des lois, les membres de l'appareil judiciaire, le personnel soignant et les assistants sociaux soient dûment sensibilisés à toutes les formes de violence à l'égard des femmes. Le Comité invite l'État partie à prendre des mesures de sensibilisation, y compris une campagne de tolérance zéro, pour rendre cette forme de violence socialement et moralement inacceptable.

293. Tout en notant avec satisfaction que les femmes ont un niveau d'éducation élevé, le Comité exprime sa préoccupation au sujet de la situation des femmes sur le marché du travail, notamment le taux de chômage élevé parmi les femmes et la ségrégation professionnelle marquée accompagnée d'une différence entre les salaires. Le Comité est préoccupé par le fait que les femmes n'ont pas accès à des cours de recyclage appropriés pour pouvoir être compétitives sur le marché du travail. Il craint en outre que la législation protectrice de l'État partie dans le domaine du travail – qui restreint notamment le travail de nuit pour les femmes et dans d'autres domaines – ne crée des obstacles à la participation des femmes sur le marché du travail.

294. Le Comité exhorte l'État partie à faire en sorte que les femmes et les hommes aient des possibilités égales sur le marché du travail, y compris en recourant aux mesures spéciales temporaires prévues dans le paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention. Le Comité recommande que l'État partie mette au point et applique des programmes spéciaux de formation et de recyclage pour différents groupes de femmes sans emploi. Il recommande également que des efforts soient faits pour éliminer la ségrégation professionnelle, notamment grâce à l'éducation, à la formation et au recyclage. Il devrait y avoir de nouvelles augmentations de salaires pour les professions à majorité féminine dans le secteur public afin de supprimer les différences de salaire avec les professions à majorité masculine. Le Comité recommande que l'État partie examine régulièrement sa législation au regard du paragraphe 3 de l'article 11 de la Convention, en vue de diminuer le nombre d'obstacles que rencontrent les femmes sur le marché du travail. Il recommande également que des mesures effectives soient prises pour concilier les responsabilités familiales et professionnelles et que le partage des tâches familiales entre les femmes et les hommes soit encouragé.

295. Le Comité est préoccupé par la persistance des stéréotypes traditionnels concernant le rôle des hommes et des femmes dans la famille et dans l'ensemble de la société.

296. Le Comité exhorte l'État partie à mettre au point et à appliquer des programmes globaux dans le système d'éducation et à encourager les médias à promouvoir des changements culturels en ce qui concerne les rôles et les tâches attribués aux femmes et aux hommes, comme l'exige l'article 5 de la Convention. Il recommande que des politiques soient élaborées et des programmes adoptés pour faire disparaître les stéréotypes traditionnels concernant le rôle des deux sexes dans la famille, dans l'emploi, en politique et dans la société.

297. Le Comité prie instamment l'État partie d'accepter l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention, relatif à la tenue des réunions du Comité.

298. Le Comité prie aussi instamment l'État partie de ratifier le Protocole facultatif à la Convention.

299. Compte tenu des dimensions sexospécifiques des déclarations, programmes et programmes d'action adoptés à l'issue des conférences, sommets et sessions extraordinaires de l'Organisation des Nations Unies (vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, notamment), le Comité demande à l'État partie d'inclure dans son prochain rapport périodique des indications sur l'application des volets de ces textes qui ont trait aux articles pertinents de la Convention.

300. Le Comité prie l'État partie de répondre aux préoccupations exprimées dans les présentes conclusions dans son prochain rapport périodique soumis en vertu de l'article 18 de la Convention. Il demande également que le rapport aborde les recommandations générales du Comité et fournisse des informations sur l'impact de la législation, des politiques et des programmes visant à appliquer la Convention.

301. Le Comité demande que les présentes conclusions soient largement diffusées en Ukraine afin d'informer la population du pays, et en particulier les fonctionnaires et les politiciens, des mesures qui ont été prises pour assurer l'égalité de droit et de fait des femmes et des mesures supplémentaires qui sont requises dans ce domaine. Il prie également l'État partie de continuer à assurer la large diffusion, en particulier auprès des organisations de femmes et de protection des droits de l'homme, de la Convention, de son Protocole facultatif, des recommandations générales du Comité et de la Déclaration et Programme d'action de Beijing, ainsi que des résultats de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle ».